

CIBLE

DSK

Ah non ! Pas lui !
Un sondage donne
D o m i n i q u e
Strauss-Kahn vain-
queur de Nicolas
Sarkozy au second tour de la
présidentielle de 2012. Et
voici qu'on s'excite sur le
sémillant personnage. Ce
n'est qu'un début : ces deux
prochaines années, on nous
fera régulièrement le coup
du grand retour du sauveur.
Il faut donc garder en mé-
moire ce qui suit :

Le 30 octobre 2009, Domi-
nique Strauss-Kahn, direc-
teur général du Fonds moné-
taire international, s'est dé-
claré « inquiet » de la pro-
mulgation en Ukraine d'une
loi permettant d'augmenter
le salaire minimum de 11 %
et le minimum vital de 12 %
à partir du 1^{er} novembre. Le
salaire minimum, l'un des
plus bas d'Europe, passerait
donc de 55 € à 66 € !
Augmentation scandaleuse
pour le FMI, qui fait peser
sur l'Ukraine la menace de
sanctions financières.

Maintien de très bas salai-
res en Ukraine, amputation
des traitements des fonction-
naires en Lettonie : DSK
poursuit la politique imbécile
qui a partout échoué – sauf à
affamer les peuples. Et c'est
ce rallié à l'ultra-libéralisme
qui serait le candidat des
socialistes ? Ah non ! Pas
lui !

MANAGEMENT

Travailler à en mourir

Emprunt

**Coûteux
et injuste**

p. 4

Hommage

**Pierre
Chaunu**

p. 9

Plaidoyer pour Nicolas Sarkozy

Il est de bon ton de broadcaster le Président de la République, concernant ses manières, ses attitudes, son agitation permanente. C'est injuste, quand on constate que chaque semaine le président s'efforce de trouver un sujet pour alimenter la rubrique quotidienne des médias. Affaires et vie privées, intervention tout azimut...

Qu'en serait-il de la « supposée » opposition sans ces événements accessoires offerts à la polémique publique ?

Il est vrai que monsieur Sarkozy, a un don de bateleur, de vendeur d'illusions, remarquablement adapté à ce qu'attendent les Français. Cela peut agacer des citoyens qui ont une certaine idée de la fonction. Mais il a été élu parce qu'il a su « vendre » de l'espoir, de la sécurité, là où d'autres avaient échoué, de la « valeur du travail » là où certains milieux intellectuels ignoraient depuis longtemps les réalités de la vie quotidienne. Évidemment cette démagogie peut mal finir...

Mais ce n'est pas lui qui a créé cette situation. Cela remonte à bientôt trois décennies. Cela c'est mis en place dans le cynisme du « pragmatisme » de milieux intellectuels favorisés.

Petit rappel. A la fin des années 70, nous avons vu arriver les « Nouveaux Philosophes », penseurs autoproclamés qui ont jeté aux orties, sans discernement mais pas sans arrière pensée, une culture de luttes sociales durement acquises de longue date par les travailleurs.

C'est bien une presse de gauche, des médias « bien pensants », des intellectuels éminents qui ont soutenu les Nouveaux Philosophes dans leur hostilité envers l'État et le communisme, alors présenté comme l'atteinte suprême aux droits de l'Homme. Au travers de ce quasi-consensus, c'était le rôle de l'État, le programme de gouvernement de l'Union de la Gauche qui étaient

visés. Il faut souligner que dans ces débats, il n'y avait aucune attention portée quant au partage social des richesses issues du travail. Les producteurs, ceux qui créent les marchandises et les services, étaient tout simplement ignorés.

Dans les années 80, ce débat médiatisé avec complaisance, va infléchir un virage de la gauche vers le réalisme, la pensée magique des droits de l'Homme, en les extrayant de la réalité de lutte de classe. La mondialisation, en déportant hors de la vue la violence redoublée de la compétitivité productive et ce qu'il en résulte de misère, va permettre à des intellectuels objectivement favorisés de bavarder sur l'Homme. Une théorie fumeuse, mais pas innocente quant à ses finalités. Affaiblir le rôle de l'État, prôner l'avènement de l'individu hors de toutes contraintes, remettre en cause la solidarité sociale. Oublié, balayé, le programme commun de la gauche.

C'est l'avènement du *manager*. On « cause » en anglais, les luttes de classe sont ringardisées, le vrai patron de l'entreprise devient l'actionnaire, pas le petit porteur, l'autre, pour qui cette même entreprise doit « créer de la valeur ». Dans un environnement de concurrence libre, c'est-à-dire de la remise en cause des protections sociales, le travailleur a disparu comme acteur. La communication de l'entreprise et des médias a pour objectif de faire accepter une nouvelle forme d'exploitation. Le « Toujours plus » best-seller de l'époque qui investive les « avantages salariaux acquis », ne s'inquiète pas de la croissance constante des profits du capital de 10 % l'an ! Au profit de qui ? Si à quarante ans on n'a pas une Rolex ... etc.

On ne peut résister au plaisir de citer Montesquieu « *J'aime les paysans : ils ne sont pas assez savants pour raisonner de travers* » !

Qui à partir du deuxième gouvernement Mauroy a critiqué le néo-libéralisme dans lequel toutes les élites politiques de gauche se sont précipitées ? On a peut-être oublié les nationalisa-

tions suivies de privatisations de sociétés entre temps recapitalisées par l'État et au profit de qui ? Sûrement pas des travailleurs ou même des petits actionnaires qui engageaient leurs économies !

Qui nous a « vendu » aux deux sens du terme, le traité de Maastricht ? Quelles garanties sociales comportait-il ? Quelles étaient les avancées significatives pour les classes laborieuses ? La « vraie gauche » nous enfumait avec le pragmatisme, c'est à dire la promotion de la « concurrence libre et non faussée ». Remettre aux puissances du capital les clefs de la maison. Pour cela il fallait « casser » l'État.

Ah ! Ce Colbertisme ringard... Vive la régionalisation, c'est-à-dire le transfert des responsabilités de l'État et des charges de l'impôt sur les collectivités locales, et au détriment de qui ? Du citoyen « d'en bas » !

Et pour faire passer la pilule, calmer la montée de légitimes contestations, il devenait nécessaire de faire des gestes sociaux. C'est-à-dire donner des miettes aux victimes de cette réorganisation, RMI, TUC etc.

Il fallait calmer les revendications salariales, le temps que l'on ouvrait grandes les vannes de la mondialisation, c'est-à-dire la concurrence vers les bas salaires. L'endettement palliait l'appauvrissement des populations pour alimenter la consommation. Le fossé entre les vrais riches (leur patrimoine a explosé vers le haut), les classes moyennes et les pauvres s'est élargi lentement mais constamment. N'a-t-on pas assisté à l'enthousiasme naïf d'une partie des élites de gauche pour la compétition sociale et pour l'argent facile ?

Qui a vidé de leur sens les grandes conquêtes du programme de la Résistance ? Qui a « vendu » aux capitaux financiers les moyens de communication ? Qui a, sans vergogne, traité comme une banale marchandise des secteurs entiers de l'économie : la santé publique, les transports, les télécommunications, l'eau, l'énergie. Quel est le gouvernement qui a le plus privatisé ? [...] qui a collaboré à ruiner l'équilibre des institutions de la V^e République ? Qui a favorisé, par des calculs à courte vue, le népotisme de la fonction de chef de l'État, en ramenant son mandat à cinq ans. ? Qui a été complice pour contourner le vote des citoyens ?

En fait ce ne sont pas les hommes politiques de droite ou de gauche ou les syndicalistes qui sont en cause. Ce sont les abandons irresponsables et continus des principes et des théories économiques, l'abandon de symboles

forts, le mépris des enseignements de notre histoire nationale.

Les hommes sont ce qu'ils sont. Ils ont tous, les crapules comme les vertueux, tendance à dériver vers leurs intérêts à court terme en justifiant toujours avec cynisme leurs faiblesses devant les gratifications, argent, pouvoir ou honneurs.

Ce sont les partis politiques, les syndicats qui doivent porter une conception de l'organisation de la société. Certes il faut des chefs capables d'impulser le mouvement. Mais si on ne s'appuie pas sur les forces productives de la nation, il y aura une dérive de personnalisation du pouvoir, amplifiée par les médias.

On n'échappera pas à la nécessité « d'éduquer les masses ». Je sais le terme est ringard, connoté et même un peu vieillot. Mais d'attaquer un homme, ses travers, ses perversions, ne fait pas avancer la prise de conscience. Tout au plus cela amuse, défoule, mais ne crée pas les conditions d'un rassemblement nécessaire. L'éducation est la seule voie, même si elle est difficile, ingrate et lente. Surtout face aux médias qui organisent la politique comme un spectacle, avec des moyens puissants.

La dérive népotique du Président, est la démonstration que nous sommes dans un désert politique.

Dans tous les secteurs de l'activité économiques, des entreprises, des travailleurs subissent la dure loi d'un marché sans règle. Même si les intérêts peuvent être contradictoires, il est nécessaire de rassembler autour d'un projet commun. Cela nécessite une analyse des modes de production et surtout de l'utilisation et de la répartition des richesses produites.

Qui peut jouer actuellement ce rôle ?

L'Histoire enseigne que les voies nouvelles apparaissent nécessairement pour dépasser les contradictions. Le danger aujourd'hui, c'est que le mépris des élites politiques, économiques et financières, conduise des groupes sociaux à des violences stériles, difficilement contrôlables et destructrices. De la violence ne peut sortir que le malheur. Avec de possibles récupérations populistes.

Et pourtant, il ne manque pas d'intellectuels compétents, ainsi que des volontés politiques éparpillées pour proposer un autre mode de développement.

L'important est sûrement de faire émerger un fédérateur. Ce ne sera pas chose aisée, mais cela a-t-il été aisé de construire le programme de la Résistance ?

Raoul GAILLARD

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Qui gagne à perdre ? - Bavardage identitaire - p.4 : Sapir - Des calculs pas seulement financiers... - p.5 : Il faut sauver le soldat Obama - p.6/7 : Toujours plus ! - p.8 : Mûquet - La fin d'une époque - p.9 : L'histoire selon Pierre Chauu - p.10 : Christianisme byzantin - Qui c'est celui-là ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La leçon de Kundera.

REDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Qui gagne à perdre ?

Au Parti socialiste, certains dirigeants annoncent que la présidentielle va probablement être perdue, alors que Malek Boutih affirme que cette élection doit être perdue. Y aurait-il deux façons d'être défaitiste ?

Deux et même trois ! Il y a le **défaitisme confortable** de ceux qui n'ont plus le courage de lutter et qui se contentent de leurs sièges et fauteuils. Par exemple Laurent Fabius qui se laisse aller, selon sa pente naturelle. Inutile d'insister sur ce travers qui est celui des apparatchiks installés.

Il y a le **défaitisme girondin** des grands féodaux qui tiennent de grandes villes et de grosses fédérations : ceux-là n'ont pas intérêt à ce qu'un socialiste gagne la prochaine présidentielle car les élections municipales et régionales peuvent classiquement se traduire par un rejet. En ce cas, bien des mairies et des régions échapperaient aux socialistes qui perdraient d'importantes sources de revenus et des moyens de satisfaire camarades, alliés et clients de l'appareil. C'est cette tendance féodale qui a soutenu Ségolène Royal en 2007 - dans l'espoir qu'elle perde et que les socialistes bénéficient de la déception provoquée par la droite.

Il y a le **défaitisme politique** de Malek Boutih qui reprend - le sait-il ? - une analyse faite il y a longtemps dans nos colonnes : l'élection présidentielle réduit les grands partis politiques à l'état de machines à fabriquer des candidats ; dès lors, le projet du parti est sacrifié et le programme est conçu pour la *communication*. Malek Boutih

en conclut que « *la gauche aurait plus intérêt à gagner une élection législative que de se concentrer à 100 % sur la Présidentielle* » car « *l'élection présidentielle, c'est l'élection à partir de laquelle tout se détruit en politique, parce que tout devient individuel* ».

Le propos de l'ancien président de *SOS Racisme* est intéressant car il ouvre la voie à une stratégie permettant au Parti socialiste de gouverner le pays dans le cadre d'une cohabitation. Encore faudrait-il que la gauche gagne les législatives après une présidentielle perdue, ce qui n'est pas garanti. Par ailleurs, un conflit violent et permanent entre le président de la République et le Premier ministre aurait des effets destructeurs que Malek Boutih n'envisage pas.

En réalité, sa stratégie ne serait positive que dans le cas où le président de la République retrouverait le rôle de l'arbitre actif que lui assigne la Constitution. Nous savons que, dans la pratique, ce rôle est ambigu. Mais l'adhésion de Malek Boutih à la problématique gaullienne serait un progrès - surtout s'il parvient à en convaincre le Parti socialiste.

Ensuite, nous pourrions l'intéresser à l'arbitrage effectif, à la mode anglaise ou espagnole...

Yves LANDEVENEC

Bavardage identitaire

Relancer le débat sur l'identité en visant les immigrés pour récupérer les voix lepénistes aux élections régionales : la ruse était grossière mais elle a été éventée. Sur la nation, un bavardage a lieu, qui pourrait tourner à la confusion des sarkoziens.

Ce grand débat est une reprise médiocre de la polémique à trois sous qui avait opposé Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal en 2007 - tous deux brandissant le drapeau tricolore et entonnant la Marseillaise comme si notre drapeau et notre hymne faisaient encore question. On relance actuellement cette gesticulation, en agitant les mêmes symboles sans prendre garde à un fait massif : le débat sur la nation a mobilisé pendant une bonne vingtaine d'années nos philosophes, nos historiens, nos sociologues. Leurs travaux occupent plusieurs rayons de bibliothèque et ont considérablement renforcé la conscience nationale. Malheureusement, les dirigeants politiques ne lisent pas, méprisent les chercheurs et réduisent la réflexion collective à quelques postures et slogans.

Il serait pourtant très facile de calmer rapidement les ardeurs identitaires de Nicolas Sarkozy, Éric Besson et Henri Guaino si l'on voulait s'en donner la peine. Il suffit de rappeler comment le premier nommé a poursuivi le travail de destruction de l'œuvre du général de Gaulle, unanimement considéré comme le plus grand chef d'État français du XX^e siècle et comme l'une des plus admirables incarnations de notre nation :

- mépris du Préambule de 1946 et oubli complet de la

charte du Conseil national de la Résistance ;

- viol délibéré de la Constitution de 1958, plus particulièrement de l'article 5 (fonctions du président de la République) et de l'article 20 (fonction du Gouvernement) ;

- retour complet dans l'Otan, qui place les troupes françaises sous commandement américain ;

- négation de la volonté populaire exprimée lors du référendum de 2005 sur le *traité constitutionnel*.

La liste des reniements n'est pas limitative mais il suffit d'évoquer nos textes fondamentaux, notre Constitution, notre Armée et la volonté populaire pour constater que Nicolas Sarkozy nie ou renie les éléments constitutifs de la nation. Mais la gauche reste profondément antigauilliste, majoritairement atlantiste, mal à l'aise sur la dissuasion nucléaire, pour partie étrangère à l'idéal de la Résistance et se satisfait du discours européiste qui a remplacé l'internationalisme. Ce n'est pas avec cet arsenal déshuet que les socialistes vont pulvériser l'argumentaire pourtant misérable d'Éric Besson.

Nicolas Sarkozy peut dormir sur ses deux oreilles en attendant qu'Henri Guaino découvre une chouette citation de Jaurès.

Annette DELRANCK

Sapir

Des calculs pas seulement financiers...

Jacques Sapir est connu comme économiste, moins comme spécialiste de stratégie militaire. C'est dommage car ses analyses dans ce second domaine (d'ailleurs lié au premier) procèdent d'informations puisées aux meilleures sources françaises et étrangères.

On vérifiera cette assertion en lisant sur la Toile (1) l'étude qu'il a réalisée sur « *La France et la politique de l'Otan en Afghanistan* ». Jacques Sapir souligne la légèreté coupable de Nicolas Sarkozy qui a décidé de réintégrer complètement l'Otan et d'envoyer des troupes au combat sans discuter avec les Américains de leurs objectifs politiques et militaires. Or cette guerre est perdue et la reconstruction de l'État n'a pas eu lieu. Ceci par la faute des stratégies américaines, qui ne savent ni faire la guerre ni créer les conditions politiques de la paix.

Au lieu de faire confiance à Barack Obama et de s'enfoncer avec lui dans une impasse toujours plus sanglante, il faudrait changer radicalement de politique en Afghanistan, rapprocher l'Alliance atlantique et l'Organisation de Coopération de Shanghai qui réunit les Russes, les Chinois et plusieurs républiques d'Asie centrale. Il faudrait aussi faire rentrer l'Iran dans le jeu diplomatique.

Les critiques et les propositions formulées par Jacques Sapir devraient nourrir le débat politique national... si le principal parti d'opposition décidait de se mobiliser...

Maria DA SILVA

(1) cf. http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2873

Chez Sarkozy, derrière l'idée, rarement de lui, il y a toujours une arrière-pensée, et plus le sujet est complexe et important, plus les motifs cachés méritent d'être examinés de plus près.

Ainsi, le Grand emprunt. Le concept de base est strictement guainaldien. Depuis que l'on connaît l'individu, ce projet a toujours été sien et au nombre de choses dont il a réussi à emplir le vide sarkozien, celle-ci n'est pas forcément la plus sottise. Nous avons souvent mis en avant l'idée d'un recours à l'emprunt dès qu'il s'agit d'investissements à long terme. Pour autant, comme toute doctrine, celle-ci mérite d'être adaptée au contexte et là quelques questions se posent :

- peut-on déceintement s'endetter encore et encore ? Oui si l'on considère, comme Madame Merkel et ses nouveaux alliés libéraux que le remboursement sera à terme aléatoire puisque, sur les marchés internationaux, des compensations sont toujours possibles, en clair, outre la charge, énorme, des intérêts, le capital pourrait bien ne jamais être *retrouvé*. Le calcul est cynique mais non dénué de fondement ;

- l'emprunt remplace-t-il d'autres types de ressources ? Dans une gestion saine par temps de crise, il faudrait que la réponse soit négative. Dans le cas qui nous occupe, tout comme en Allemagne d'ailleurs, la réponse est oui. Par des mesures fiscales inadaptées, depuis 2000 au moins, le gouvernement s'est sciemment privé de ressources de plus en plus importantes au fil du temps. Dans le même temps, les *cadeaux* économi-

quement contestables mais politiquement payants ont aggravé d'année en année une situation délicate. L'allègement au national s'est immanquablement traduit par un alourdissement du local pour cause de désengagement graduel de l'État sans pérennisation des transferts de ressources nécessaires.

Le choix est clair : on limite les impôts des plus aisés au nom d'une morale bancaire et sans autres soucis que la satisfaction idéologique et le produit électoral.

L'idée d'Henri Guaino n'a de pertinence que dans le cadre d'une politique globale des ressources publiques. C'est-à-dire que l'un des moyens ne devrait pas se substituer à l'autre et surtout pas en temps de crise. L'idée même de parier sur une croissance pour régler la note fait frémir dans notre situation. On comprend mal alors la manœuvre du conseiller de l'Élysée visant à pousser les feux et à demander un montant d'emprunt plus que doublé par rapport aux estimations.

- Mais à qui donc profite - vraiment - un emprunt public ?

Là est toute la question et là est le calcul. Contrairement aux emprunts de type classique que la France fait tous les jours pour boucler ses budgets, l'emprunt auprès du public est tout autre chose en termes d'organisation. Pour placer l'emprunt, il faut des

intermédiaires et les banquiers attendent de pied ferme la sortie de ce miracle pour elles. Les frais de mise sur le marché sont toujours plus importants et ce sont les clients qui les paient. Les cadeaux faits aux banques depuis un an sont tellement importants qu'on voit mal pourquoi résister à cette ultime cerise.

Pourtant, le plus important n'est pas là. En termes de justice sociale, l'idée même de cet emprunt est un pur scandale, et cela pour deux raisons. D'abord parce qu'en général, ce type d'opération s'accompagne nécessairement d'avantages fiscaux destinés à faciliter sa couverture. Les emprunts d'État ont toujours été catastrophiques pour les finances publiques. Mais, il y a beaucoup plus grave dans la situation présente. Non seulement les plus aisés ne participent plus *en fonction de leurs capacités* aux charges de la Nation, grâce au jeu du Bouclier Fiscal, mais le pire dans cette histoire est que l'argent que l'on ne leur prend plus, illégalement, on va le leur emprunter, donc devoir le rembourser et avec intérêt. C'est **fromage ET dessert**, on ne vous prend pas d'argent, mais en plus on va vous en donner. Ce ne sont pas les plus pauvres qui souscrivent à ce genre d'initiative, bien évidemment, en revanche il faudra bien que quelqu'un paye la note, socialement et financièrement. Ce simple constat, vous ne le lirez nulle part ou presque. Une idée comme celle-ci devrait servir de détonateur à un mouvement d'ampleur de protestation et envoyer un tel projet aux poubelles de l'Histoire.

Charles GUÉMÉNÉE

Il faut sauver le soldat Obama

On a tellement comparé Obama à Kennedy que l'on redoute de lui voir subir le même sort.

Un complot contre Obama ? De nombreux éléments sont en train de se mettre en place sous nos yeux. Le président John Kennedy, disait-on, n'avait qu'un seul homme de confiance, son frère Bob qui fut également assassiné alors qu'on lui donnait de bonnes chances de remporter les élections de 1968. Obama a-t-il un homme à qui se fier ? Il donne le sentiment d'être très seul à Washington. Le vice-président Biden lui est tout acquis, ce qui était loin d'être le cas de Lyndon Johnson sur lequel pèsera longtemps le soupçon.

Mais la vraie vice-présidence est exercée de fait par Hillary Clinton qui possède un réseau d'influence beaucoup plus étendu que celui d'Obama, bien trop fraîchement entré en politique. Chicago ne compte pas, les Afro-américains non plus. Clinton, c'est New York, la communauté juive, les libéraux, mais aussi les appareils. Elle a su s'imposer au Congrès, ce qui n'est pas le cas d'Obama qui n'avait qu'un seul mandat derrière lui. Venu du côté gauche, elle s'est recentrée et a gagné l'image d'une *dame de fer*. Secrétaire d'État, elle joue les garde-fous par rapport aux velléités de *main tendue* qu'Obama affiche, avec un énorme courage, vraisemblablement suicidaire, avec les anciens de l'axe du mal, de l'Iran au Soudan, de la Birmanie à Cuba, de la Corée à la Syrie. Elle verrouille avec l'israélien Netanyahu, avec le colombien Uribe, avec Séoul. Elle gagne chaque jour en ascendant et bientôt s'affirmera en recours.

Obama a le même problème avec le Pentagone. Ce n'est pas

pour faire plaisir aux républicains qu'il y a gardé Robert Gates, mais comme contre-feu par rapport à la haute hiérarchie militaire pour laquelle on est ou patriote ou traître. Il n'y a pas de milieu. Et Obama est actuellement clairement au milieu. Le chantage à l'Afghanistan ne saurait certes se comparer à la guerre au Viêt-Nam, mais aucun *vietcong* ne s'en était pris aux tours jumelles de New York. À partir de là, tout est permis. L'aventurisme de Bush avait suscité quelques dissidences parmi les généraux en retraite. On n'en a pas encore entendu venir au secours d'Obama dans son bras de fer avec les cinq étoiles.

L'extrême droite s'en prend à Obama sur le projet de réforme de l'assurance santé, car elle se sait dédouanée sur ce terrain. Le danger ne vient pas d'elle, même si, comme dans le complot contre Kennedy, elle peut être instrumentalisée. Un raciste sera facile à dénoncer. Le réel débat, on l'a compris, est ailleurs, de l'intérieur même du système qui perçoit toujours Obama comme un accident de parcours.

Le monde a intérêt à se mobiliser autour du soldat Obama. Et d'abord l'Europe qu'il ne connaît pas bien, qui n'est pas de son monde, avec laquelle il ne semble pas trop à l'aise, ni elle avec lui. Et pourtant c'est la seule planche de salut pour lui comme pour nous. Il nous faut faire beaucoup plus pour l'aider. Or nous hésitons, car nous croyons que ce serait renforcer notre dépendance, nous mettre à la remorque de l'Amérique. Nous pensons même profiter de la faiblesse relative de la présidence américaine pour jouer les premiers

rôles. Nous faisons ainsi le jeu de ses ennemis qui ne nous aiment certainement pas du tout. Nous devons montrer à tous que nous sommes solidaires de lui. Ainsi de Gaulle aura-t-il cherché à aider Kennedy, quoi qu'il ait pensé de ce jeune homme, et ne pardonnera-t-il jamais à Lyndon Johnson, quelles qu'aient été ses responsabilités, d'avoir pris sa place. Nous pourrions très bien nous retrouver dans cette situation dans quelques mois ou quelques années. Ce serait une honte d'apparaître comme se satisfaire aisément de sa succession, quelle que soit la manière.

L'élection du 4 novembre 2008 a été, à la lettre, miraculeuse. Cela n'aurait jamais dû arriver. Beaucoup parmi l'élite politique, économique et militaire américaine commencent à se réveiller. Ils attendent leur heure. Bientôt il y aura une correction de trajectoire. Nous devons au contraire continuer de croire aux espoirs suscités par le nouveau venu. Ici ou là nous pouvons être déçus de lenteurs, de pesanteurs, de maladroites. Nous le serons toujours moins que ses ennemis.

Certes, un soutien inconditionnel serait contre-productif. Obama, l'homme de l'étranger, qui est si peu américain, la propagande de haine est en place. Nous devons calibrer sur chaque dossier un soutien qui reste indépendant, mais qui le fasse gagner. Nous aurions grand tort de nous allier à ceux qui le critiquent ou qui répandent leur scepticisme. Aidons Obama à s'imposer au système, si possible à le réformer en profondeur. Nous ne retrouverons pas une autre occasion de sitôt.

Yves LA MARCK

BRÈVES

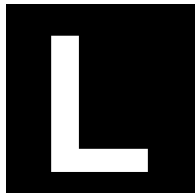
◆ **ÉTHIOPIE** – A Addis-Abeba, c'est en présence du prince Zarah Yakob, un des petits-neveux de l'Empereur, qu'une centaine de personnes ont commémoré le soixante-dix-neuvième anniversaire du couronnement de l'empereur Haïlé Sélassié renversé en 1974 par un coup d'État militaire et assassiné l'année suivante. Assistance composite ou se côtoyaient anciens officiers sanglés dans de vieux uniformes, bardés de décorations, et jeunes musiciens rastas aux dreadlocks épaisses et longues, coiffés de bérets rouge-jaune-vert. L'organisateur de la cérémonie, Ras Aby Tilahun, explique : « Pour les rastas, cet anniversaire est très important parce que Haïlé Sélassié est considéré comme un Dieu. Pour les Éthiopiens, c'est notre histoire, donc il est important de commémorer cet événement ». Et Askalé Sélassié, responsable de l'ONG Fondation de l'Impératrice Menen, d'ajouter : « C'est notre Dieu vivant, et son couronnement est l'anniversaire le plus important pour nous parce que c'est là qu'il a été reconnu comme le Roi de tous les hommes. Maintenant nous essayons de poursuivre son travail pour la paix ».

◆ **MAROC** – A l'occasion du 34^e anniversaire de la Marche verte le roi Mohammed VI a redit les solutions qu'il proposait pour régler la question du Sahara occidental : « régionalisation avancée », « déconcentration et bonne gouvernance locale », avec de « larges compétences ». Mais il a également condamné « les adversaires de notre intégrité territoriale qui se sont évertués à contrarier la dynamique de négociation » et s'est déclaré « convaincu que nous remporterons à terme la bataille du conflit artificiel suscité autour de notre intégrité territoriale. (...) parce que, de surcroît, tous les Marocains sont convaincus que cette cause qui est la leur, est une cause juste et sacrée ».

◆ **AUSTRALIE** – Le débat sur l'abandon de la monarchie vient d'être relancé par David Muir, responsable de l'association *Real Republic*, dix ans après le référendum qui avait rejeté cette idée par une confortable majorité (55 %). Il s'appuie sur les résultats d'un sondage qui indiquerait que 59 % des Australiens sont aujourd'hui favorables à l'instauration d'une république. Aussi bien le Premier ministre actuel, Kevin Rudd, que le chef de l'opposition, Malcolm Turnbull, partagent cette opinion mais ils jugent que l'organisation d'un scrutin sur la question n'est pas prioritaire. Kevin Rudd estimant qu'il devait se concentrer sur la crise économique et financière et Malcolm Turnbull proposant d'attendre la fin du règne de la reine Elisabeth.

◆ **ARABIE SAOUDITE** – La nomination par le roi Abdallah de l'émir Nayef comme chef adjoint du conseil des ministres a provoqué une fronde au sein de la famille régnante. En effet cette nomination est considérée comme la désignation de fait de l'émir Nayef comme futur prince héritier pour remplacer l'actuel, l'émir Soltane Ben Abdelaziz, 83 ans, qui souffre d'une maladie chronique et a subi de nombreuses interventions chirurgicales. Selon les contestataires, le roi Abdallah n'a pas tenu compte, avec la nomination de l'émir Nayef, des prérogatives de deux institutions qu'il a lui-même créées : le comité de la Bayâa (allégeance) chargé de désigner le prince héritier, et le Conseil de la famille régnante dont le rôle est de s'occuper des affaires de la monarchie, d'œuvrer à apaiser les différends en son sein, et d'assurer son unité autour du roi.

Toujours plus !



orsqu'il nous avait présenté *Souffrance en France*, en 1998, Christophe Dejours nous avait prévenus que le suicide au travail allait se développer. L'actualité lui a donné malheureusement raison mais la situation est pire que celle présentée dans les médias : toutes les maladies psychiques et physiques liées aux conditions de travail progressent de façon alarmante depuis le tournant libéral de 1983.

Professeur titulaire de la chaire de Psychanalyse-Santé-Travail au Conservatoire National des Arts et Métiers, directeur de la revue *Travailler*, Christophe Dejours nous explique les causes des souffrances subies par d'innombrables salariés.

■ **Royaliste : Comment expliquer le suicide sur le lieu de travail ?**

Christophe Dejours : Il y a deux approches possibles du problème qui conduisent à des conceptions très différentes des moyens d'y remédier : l'approche *symptomatique*, très limitée, et l'approche *étiologique* qui consiste à rechercher les processus qui sont en cause lorsqu'un salarié se suicide.

Je suis partisan de la deuxième approche : auparavant on mourrait au travail par accident ; aujourd'hui c'est le travail qui enferme certains salariés dans des situations telles qu'ils ne trouvent pas d'autre issue que de se supprimer. C'est là un tournant historique qui révèle une dégradation du monde du travail et de l'ensemble de la société. J'estime pour ma part que le travail n'est pas une activité séparée de la société ; le travail joue un rôle majeur

dans les relations entre les êtres humains et il joue aussi un rôle majeur dans la transformation de la société : telle est la centralité politique du travail.

■ **Royaliste : Les nouvelles conditions de travail provoquent des souffrances nombreuses, variées, intenses...**

Christophe Dejours : En effet. Les suicides au travail ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Il y a les **pathologies de surcharge** :

- le **burn out syndrom** lié aux personnels qui font de l'aide (infirmières, soutien à la personne) ou qui travaillent dans les services publics ;

- le **karôshi**, mort subite, le plus souvent par hémorragie cérébrale, chez des gens jeunes qui n'ont pas de vulnérabilité sur le plan cardiovasculaire. Cette mort brutale est due à une sur-

charge de travail (plus de 70 heures par semaine) ;

- les **troubles musculo-squelettiques** qui provoquent des troubles fonctionnels très douloureux et chroniques : 500 000 personnes en France sont indemnisées pour ce type de maladie, très répandue dans tous les pays développés ;

- les **addictions**, qu'il s'agisse de la consommation excessive d'alcool ou de la prise de cocaïne : beaucoup de cadres ne tiennent leur rythme de travail que par la cocaïne. Et puis il y a une consommation frénétique de somnifères et de psychostimulants.

Il y a aussi les **pathologies post-traumatiques** qui résultent des agressions dont les personnes sont victimes dans l'exercice de leur profession. Au début, il s'agissait uniquement des employés de banques victimes de braquages. Aujourd'hui, des salariés de très nombreuses professions sont victimes d'agressions

verbales et physiques : infirmiers, agents des impôts, de la poste, des allocations familiales, enseignants, conducteurs d'autobus... Les collègues des agressés sont également traumatisés : ils s'accusent de ne pas avoir empêché l'agression, ils craignent d'être les prochains sur la liste des victimes.

Il y a les **dépansions**, très nombreuses, sur lesquelles je n'insiste pas. Il y a enfin les *pathologies du harcèlement*. Il est vrai que le harcèlement au travail a toujours existé. Mais les travailleurs d'aujourd'hui tombent malades. Sont-ils plus fragiles qu'avant ? Certains de mes collègues l'affirment sans pouvoir le démontrer. Je crois que ce sont les nouvelles méthodes d'organisation du travail qui sont en cause.

■ **Royaliste : Quand les problèmes de santé mentale surgissent, qu'est-ce qui est en cause dans le travail ?**

Christophe Dejours : Dans la médecine du travail on étudie les relations entre le corps et les conditions de travail (fumées, poussières, bruit...) qui sont dangereuses pour le corps. On répond à ces dangers par l'ergonomie et par divers dispositifs d'hygiène et de sécurité.

La question de la santé mentale touche quant à elle à l'organisation du travail : elle implique une division technique du travail qui est doublée par un dispositif de surveillance

de la bonne exécution des ordres qui ont été donnés. Si de nouvelles pathologies apparaissent dans le travail, c'est à cause de deux changements décisifs dans son organisation : l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation et les certifications de la qualité totale.

■ Royaliste : Pourquoi incriminer l'évaluation ?

Christophe Dejours : L'évaluation individuelle des performances a été introduite par des gestionnaires qui, dans les années quatre-vingt, se sont installés aux postes de commande dans les entreprises. Ils supplantent alors les ingénieurs qui se concentraient sur la technique et sur les modes opératoires du travail. Ces ingénieurs étaient des gens très durs, la chaîne de montage était pour moi une horreur mais c'est pire aujourd'hui : l'objectif n'est plus le travail, mais le résultat du travail. Les gestionnaires se désintéressent des modes opératoires, ce qui change tout.

■ Royaliste : En quel sens ?

Christophe Dejours : Un ingénieur qui travaillait dans une usine fondait son autorité sur sa compétence technique : il était capable d'apporter son aide à ses subordonnés. Le gestionnaire fait tout l'inverse : on lui enseigne que l'origine de la richesse est la gestion, non le travail. D'où la mise au placard des gens de métier, qui soulevaient des objections quant aux objectifs et qui montraient les impossibilités pratiques, qui avaient de l'autorité et du prestige en raison de leur expérience et de leur ancienneté. Les gestionnaires ne connaissent pas le métier - mais ce sont eux qui font les évaluations !

Or l'évaluation est toujours fautive. Elle utilise des méthodes quantitatives et objectives, en supposant que tout est mesurable. Or on ne peut pas mesurer le travail : le contre-sens théorique est donc total. On peut seulement mesurer le résultat. Ce résultat ce n'est pas du travail : on peut travailler beaucoup pour obtenir de faibles résultats quantitatifs : par exemple, les policiers qui mettent beaucoup de con-

traventions sont réputés efficaces alors que ceux qui planquent pendant une semaine pour coincer un trafiquant de drogue ont un faible résultat quantitatif alors que leur action est très importante.

■ Royaliste : Vous dites que cette évaluation est individuelle...

Christophe Dejours : Oui, et c'est particulièrement périlleux. Un des points essentiels du *management* était d'individualiser les tâches (c'était déjà vrai dans le taylorisme) et d'individualiser la surveillance. Mais autrefois l'individualisation des tâches impliquait un important dispositif hiérarchique placé entre l'homme et la machine : contremaître, régleur, chronométrateur... Ce dispositif de contrôle est devenu simple et très efficace grâce aux ordinateurs que l'on met partout, même sur les chaînes de montage. Ainsi, un ouvrier qui fait une erreur doit immédiatement l'inscrire sur son ordinateur sinon un autre ordinateur repèrera l'erreur en bout de chaîne et l'ouvrier sera sanctionné financièrement ou menacé de licenciement s'il y a trop d'erreurs. On a donc institué l'autocontrôle.

Cette évaluation quantitative met en concurrence les entreprises, les services, les ateliers - mais surtout les salariés entre eux. Pour les primes de rendement, même dérisoires, le salarié va accepter d'entrer en rivalité avec les autres salariés et pratiquer la concurrence déloyale. On est même en train d'introduire ce système d'évaluation individualisée pour les magistrats : mais le nombre de lettres envoyées et de dossiers traités ne signifie pas que la justice est bien rendue !

Dans le public et dans le privé, la confiance se perd, la déloyauté s'installe, on essaie de détruire le voisin. C'est vrai en faculté de médecine, au lycée, à l'usine, au bureau. L'évaluation individualisée des performances, c'est l'agressivité généralisée. On a peur, on se surveille : les gens appellent à se méfier les uns des autres. Tout le monde est ensemble sur les plateaux d'*espace ouvert* mais chacun

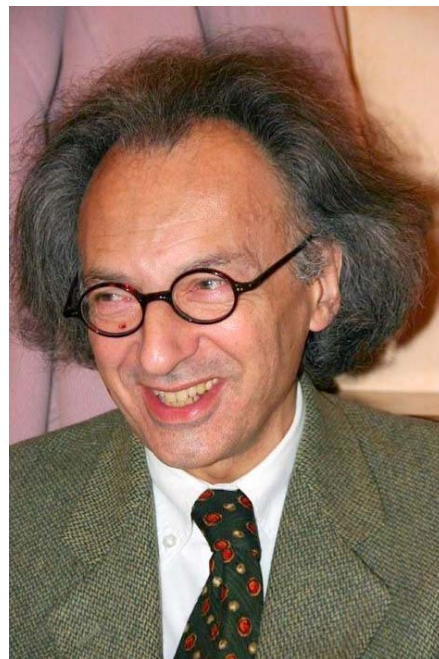
souffre de sa solitude : on ne se parle plus, on s'envoie des courriels dans le même service ; les ressorts de l'action collective, de la coopération ont été détruits. Plutôt que de parler de solitude (on aime se retrouver de temps à autre avec soi-même) il faut parler de la désolation selon le mot (*loneliness*) de Hannah Arendt qui est pire que le simple isolement. Désolation, parce que chacun est obligé de faire ce qu'il n'a pas envie de faire (dénoncer l'autre), de regarder l'autre souffrir sans rien faire et de se mépriser pour cela.

Laissés à leur désolation, les gens ne savent plus ce qui est juste et ce qui n'est pas juste (par exemple un *dégraissage*), ce qui est bien et ce qui est mal : ils ne peuvent pas en parler avec les collègues de travail et ils n'osent pas en parler chez eux.

■ Royaliste : Et la recherche de la qualité totale ?

Christophe Dejours : La qualité totale n'existe pas ! Les meilleures machines ont des ratés et celui qui travaille est là pour éviter ou réparer ce qui ne marche pas : on aura toujours besoin du travail vivant pour faire face à tout ce qui est inattendu. Celui qui travaille est là pour montrer à l'ingénieur, au cadre, au gestionnaire que ça ne fonctionne pas comme prévu : c'est pour cela qu'il est détesté par ceux qui croient que la perfection existe et qui imposent aujourd'hui cette illusion. Du coup, tout le monde ment, sur ordre de la hiérarchie, et l'on présente des rapports impeccables à tous les niveaux. Comme les rapports d'activités sont faux, la synthèse est fautive car elle cumule une infinité de petites distorsions. D'où les catastrophes soudaines dans les banques et les énormes retards dans l'industrie (Airbus).

J'en reviens au suicide : on ne travaille pas seulement pour gagner sa vie mais pour s'aimer soi-même. Si on fait



du mauvais travail, pour faire du chiffre, on en vient à se détester et parfois à se tuer.

■ Royaliste : Pourquoi se tuer au lieu de tuer le responsable de sa souffrance ?

Christophe Dejours : La question se pose actuellement. Le premier mouvement est de se tourner contre le chef mais la solitude fait qu'on retourne la violence contre soi. Mais il y a déjà des tentatives de meurtre, il y a des sabotages y compris dans les services publics et il y aura très probablement une aggravation de la violence contre les chefs et contre les représentants de la hiérarchie. Cela fait peur, très peur.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Pour en savoir plus

■ Christophe Dejours, *Souffrance en France*, réédition mise à jour, Points essai, 2009, prix franco : 9 €.

[Achat immédiat](#)

■ Christophe Dejours et Florence Bègue, *Suicide et travail : que faire ?*, PUF, 2009, prix franco : 12,50 €.

[Achat immédiat](#)

■ Christophe Dejours, *Travail vivant : 1-Sexualité et travail*, Payot, 2009, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

■ Christophe Dejours, *Travail vivant : 2-Travail et émancipation*, Payot, 2009, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

Môquet

La fin d'une époque

Quand Nicolas Sarkozy invoqua le nom de Guy Môquet puis décida d'imposer la lecture de sa dernière lettre par les enseignants, beaucoup à gauche accusèrent le patron de l'UMP de manipuler l'histoire. Mais les censeurs adoptèrent eux aussi des positions tactiques, sans se soucier des documents. D'autres, que ces joutes mettaient mal à l'aise, choisirent de se taire en attendant que les historiens fassent leur métier.

C'est fait. Deux historiens ont mené une enquête (1) sur l'engagement de Guy Môquet et sur l'exécution des otages de Châteaubriant et publié des archives accablantes pour les mystificateurs de tous bords. On y vérifiera que Nicolas Sarkozy a mystifié sans savoir et que les dirigeants communistes ont mystifié en toute connaissance de cause.

Guy Môquet est une victime de la sauvagerie allemande, qui doit être honorée comme telle. Mais il est tombé, non comme patriote résistant, mais comme militant d'un parti qui vénérât Staline, signataire du pacte germano-soviétique, et qui négociait avec la puissance occupante. Aujourd'hui pris au piège de l'émotion, que penseront les élèves lorsqu'ils découvriront les dures vérités de l'histoire ?

Y. L.

(1) Jean-Marc Berlière, Franck Liaigre – « *L'affaire Guy Môquet, Enquête sur une mystification officielle* », Larousse, 2009, prix franco : 13 €.

 [Achat immédiat](#)

Rigoureuse, exhaustive, claire malgré la complexité des droites extrêmes, l'histoire écrite par Jean-Paul Gautier est celle de longues agonies et d'un ultime sursaut avant la mise en bière.

L'extrême droite au XX^e siècle fut extrêmement plurielle. Dans la grande famille des Ultras, les groupes les plus contradictoires sont juxtaposés et s'affrontent : les maurassiens n'ont rien de commun avec les nazis, les vrais fascistes rejettent l'électoratisme du Front national, les païens de la Nouvelle droite ne peuvent se mettre en ménage avec les catholiques intégristes qui forment les gros bataillons de l'ultracisme...

Peut-on même parler d'une famille politique ? Oui, sans doute. Après lecture du livre très dense de Jean-Paul Gautier (1), il me semble que le lien entre tous ces groupes, c'est la nostalgie. Tous tentent de revenir à une origine héroïque, qui se trouve quelque part entre la fin du XIX^e siècle (naissance du nationalisme et de l'antisémitisme de droite) et l'effondrement de l'Allemagne nazie, avec les **grands moments** de la première moitié du siècle : marche sur Rome, prise du pouvoir par Hitler, Six Février 1934, guerre civile espagnole, Vichy, combats de la LVF et de la division SS Charlemagne sur le front de l'Est.

Bien entendu, il ne s'agit pas des mêmes nostalgies mais, après la guerre, tous les Ultras sont des réprouvés et se pensent comme tels jusqu'à la fin du siècle malgré la *divine surprise* lepéniste.

Nostalgie des Camelots du roi pour les héritiers de l'Action française qui rêvent de refaire le Six Février - alors que ce *grand soir* des ligues d'extrême droite consista à lancer les militants à l'assaut du Palais-Bourbon alors que tout était déjà perdu puisque l'armée ne voulait pas *marcher*.

Nostalgie des groupes fascistes de l'après-guerre qui voudraient reconstituer un parti militant sur le modèle du Parti Populaire français de Doriot, des Sections d'Assaut nazies, de la Milice de Darnand... Rêve d'autant plus tenace que de grands anciens (le milicien Brigneau, le SS Saint-Loup) cultivent le mythe sans jamais reconnaître qu'ils furent des traîtres patentés. Ces fascistes se mêleront aux partisans de l'Algérie française qui n'étaient pas majoritairement d'extrême droite (l'OAS, c'est Georges Bidault, Jacques Soustelle...) et promènent leurs croix celtiques dans Alger et Oran, alors que des Français de tradition juive ou d'origine espagnole militent pour l'intégration des Algériens musulmans.

Nostalgie de l'Europe des grands blonds nordiques dans les cercles de la Nouvelle droite - beaucoup plus dangereux que les groupuscules néo-nazis.

Tous ces réprouvés, qui reconstituent de maigres groupes après 1945 vont connaître de nouvelles défaites à partir

de 1960 : ils ne peuvent bloquer le processus qui conduit à l'indépendance de l'Algérie, la candidature de Tixier-Vignancour n'est qu'un feu de paille, le mouvement Ordre nouveau est sous le contrôle de la police, la Nouvelle droite perd l'influence qu'elle avait acquise à droite à la suite de la campagne que nous avions lancée en 1973.

Quant au Front national, le recul nous manque encore. Tout en combattant le national-populisme, qui n'était assimilable ni au fascisme, ni au nazisme, nous avons été les seuls à souligner que sa stratégie électorale avait purgé la plupart des ultras de leurs pulsions violentes. Rares étaient ceux qui osaient dire que Jean-Marie Le Pen était trop intelligent pour revendiquer le pouvoir - qu'il n'aurait pas pu garder plus d'une semaine. Finalement, comme l'a écrit Jean-Paul Gautier, ce parti diabolisé a raté sa banalisation et se meurt sous nos yeux.

Avec le Front national, ce sont toutes les extrêmes droites qui vont au cimetière ou qui s'y trouvent déjà : débris de l'Action française et du pétainisme, mussoliniens, néo-nazis, nationalistes barrésiens et disciples de Drumont. Restent la xénophobie et l'ethnisme qui ont été récupérés par Nicolas Sarkozy et qui lestent le paquet *identité nationale* qu'on envoie aux anciens électeurs du Front national avant chaque élection... Mais ceci est une autre histoire.

Jacques BLANGY

(1) Jean-Paul Gautier - « *Les extrêmes droites en France, De la traversée du désert à l'ascension du Front national (1945-2008)* », Syllepse, 2009, prix franco : 24 €.

 [Achat immédiat](#)

L'histoire, selon Pierre Chaunu

Lorsque Pierre Chaunu faisait cours à l'université de Caen ou à la Sorbonne, les étudiants accouraient comme aimantés et fascinés par un professeur hors du commun. Par son savoir bien sûr, mais aussi sa conviction. Qu'on partage ou non ses idées – et beaucoup les refusaient – on était obligé d'admirer cette intelligence en marche, cette élocution qui montait crescendo à mesure que la démonstration atteignait le cœur des certitudes d'un homme qui, à la fin, transformait sa chaire en tribune. Il était comme cela, Pierre Chaunu, la passion incarnée. Le paradoxe voulait que ce croyant qui revêtait aussi la toge du prédicant était aux antipodes du fidéisme. Ne se définissait-il pas comme un héritier des Lumières, ne renonçant à aucune des exigences de la Raison ? Comme historien, il avait choisi la plus *scientifique* des méthodes d'approche, puisqu'il privilégiait la quantité, la lecture chiffrée du passé, celle qui s'ordonnait en séries mesurables. Mais, loin d'aboutir à une conception scientiste ou matérialiste, cette histoire – la plus moderne – est celle qui nous rend proche des soucis et des interrogations de notre humanité : la vie, l'amour, la mort.

Comme Marrou et Ariès, Chaunu a été le théoricien et le philosophe de sa propre discipline, mais il a donné une inflexion très particulière à sa réflexion. Car s'il est en empathie évidente avec l'un et l'autre sur l'essentiel, il insiste beaucoup sur le caractère scientifique de la recherche historique au vingtième siècle. Mieux vaut le citer pour s'en convaincre : « *Cette histoire scientifique qui prolonge les séries statistiques, qui fournit des systèmes du passé, des explications cohérentes et gratifiantes, cette histoire au présent constitue un atout, pour tous ceux qui ont une responsabilité dans la décision...* » Ou encore : « *Oui l'histoire, la vraie, l'histoire scientifique qui mesure, qui pose, qui compte, qui organise le passé dans des modèles explicatifs cohérents, accrochés au présent, cette part importante de la connaissance ne peut rester en friche.* » On note l'insatisfaction après qu'a été affirmé l'indubitable progrès de la connaissance. C'est que, selon Pierre Chaunu, on n'a pas encore ou du moins pas assez, tenu compte du formidable matériau humain acquis par la recherche, notamment du fait de l'élaboration des sciences humaines, en économie par exemple. La preuve en est l'indifférence qui règne dans les milieux dirigeants en matière démographique.

L'histoire des séries s'est chargée de montrer au jeune historien dépouillant les richesses des archives de Séville la primauté absolue du développement des populations dans le passé de l'Amérique hispanique. Ainsi rejoint-il le pionnier qu'a été Alfred Sauvy dès avant la guerre. Fort des certitudes acquises, il va interpellier, au-delà des dirigeants des États, l'opinion publique : « *Jamais dans l'histoire, on n'aura observé un effondrement de fécondité comparable et sans raison vraie apparente, à celui qui atteint sans qu'on puisse entrevoir, encore, le fond du gouffre, depuis 1962 – 1964, et depuis 1966 – 1968, à un rythme presque uniformément*

accéléré, presque tous les secteurs les plus développés du monde. » On ne voit pas le décrochage qui se produit dans le monde développé, parce qu'on est obnubilé par l'explosion démographique du tiers-monde. C'est le sauve-qui-peut : la Terre va vers le surpeuplement ! Chaunu affirme lui que le véritable motif de crainte réside ailleurs. Dans le déclin de la croissance occidentale. On s'aperçoit trente ans après combien il avait raison.

Par une sorte d'ironie grinçante du sort, ce sont aujourd'hui les deux puissances économiques émergentes de l'après-guerre après qu'elles eurent subi la plus grande défaite militaire, qui sont aujourd'hui rattrapées par le déficit de population. L'Allemagne et le Japon en sont venus à un tel processus de vieillissement que celui-ci est irréparable et qu'il va irrémédiablement affecter leur économie. Ceux qui ont lu Chaunu dans les années soixante-dix ne peuvent s'en étonner. La *peste blanche* a produit ses effets. C'est le conservateur Chaunu qui a été le plus prospectif, à l'encontre des progressistes de tous poils qui n'y ont vu que du feu. La raison en est peut-être que les sciences humaines ont ce caractère particulier d'associer techniques et acuité du regard et que ce dernier juge et pèse les éléments avec des paramètres philosophiques et moraux. De ce point de vue, l'auteur de *La mémoire de l'éternité* a toujours été sans complexes. Il a toujours affirmé avec une superbe insolence ses convictions, dans l'ordre politique ou dans l'ordre religieux. On pourrait même dire que cet universitaire qui enseignait en même temps à la Sorbonne et à la faculté de théologie protestante d'Aix-en-Provence, poussait le non-conformisme jusqu'à prêcher le dimanche dans son temple au bord de la mer en Normandie, là où il repose en attendant la Résurrection.

Lorsque Marcel Gauchet et Paul Yonnet suivaient avec la plus grande attention les cours de l'historien à Caen, ils étaient idéologiquement très loin de lui. Ils n'étaient pas moins persuadés qu'ils étaient initiés à un registre du savoir d'autant plus intéressant qu'il s'éloignait du marxisme alors très largement partagé. Pourtant, il se prévalait de la même intention scientifique. S'il s'éloignait de plus en plus vertigineusement de tout matérialisme historique, c'était pour explorer, tout aussi rationnellement d'autres domaines refoulés par le scientisme. Chaunu fait accéder le quantitatif jusqu'à des phénomènes encore plus essentiels : « *Acceptations joyeuses, refus paniques, empressements ou réticences religieuses devant le sacrement, respect plus ou moins sérieux des abstinences sexuelles, tout ou presque peut se lire, se deviner, se savoir, à travers une lecture sérieuse des registres paroissiaux.* »

Formé à l'école des Annales, proche de ce prestigieux aîné qu'était Fernand Braudel, Pierre Chaunu aura tracé sa voie originale dans le champ extraordinaire de l'historiographie contemporaine. Il aura contribué à nous faire aimer le passé pour tout ce qu'il a de grand, de fécond, avec une sensibilité qui touche l'aventure humaine dans son ensemble. Pour l'auteur de *Séville et l'Atlantique*, il n'y a personne d'oublié, même à l'échelle du temps le plus long. Jacques Bonhomme a la même dignité qu'Alexandre le Conquérant. Cette aventure est pleine de sens, il vaut la peine qu'on la poursuive jusqu'à son terme. Mais pour le faire comprendre, il faudrait réentendre l'élan prophétique du professeur extraordinaire qu'il fut et demeurera pour la postérité.

À l'occasion de la mort de Pierre Chaunu, j'ai repris quelques-uns de ses livres anciens, malheureusement tous épuisés, où il formule complètement sa conception de l'histoire : « *La mémoire de l'éternité* » (Robert Laffont, 1975), « *De l'histoire à la prospective* » (Robert Laffont, 1975), « *Le refus de la vie* » (Calmann-Levy, 1975).

par Gérard Leclerc



Christianisme byzantin

Le théologien Olivier Clément est décédé le 15 janvier 2009. Au même moment, une nouvelle édition d'un de ses livres (1) paru en 1964 nous est proposée comme une sorte de voyage initiatique à la croisée de l'histoire et de la théologie de l'Orthodoxie.

Son analyse repose sur trois fondements. Le premier apparaît purement théologique : Olivier Clément présente plusieurs grandes figures de l'Orthodoxie comme Photius ou Syméon le Théologien ainsi que les conséquences doctrinales du schisme entre l'Occident et l'Orient au XI^e siècle. La seconde dimension du livre porte sur la question du pouvoir et de la gouvernance à Rome et à Byzance. L'Église latine et l'État se confondent largement. En Orient, l'Église se différencie largement de l'État qui ne doit intervenir ni dans la doctrine, ni dans l'ordre canonique. Tout au plus, l'empereur exerce son influence sur l'épiscopat mais pas sur les moines ou le peuple chrétien qui s'érigent en contre-pouvoir. Le schisme du XI^e siècle s'est fait contre la volonté de l'empereur byzantin qui souhaitait le maintien de l'union avec Rome.

La dernière dimension du livre porte sur l'évangélisation de la Russie et des Balkans. Olivier Clément expose comment la spiritualité orthodoxe s'est implantée en Russie autour de la vie liturgique et

monastique. Elle résiste ainsi au XIII^e siècle dans les forêts de la haute Volga aux assauts conjugués des chevaliers suédois soutenus par le pape et ceux des Tatars. Il y voit l'origine de l'identité russe qui trouvera dans l'Église un principe d'ordre et de paix qui lui permettra de survivre dans les moments dramatiques de son histoire. Même Staline, aux moments les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, a su instrumentaliser l'Église orthodoxe dans son combat contre le nazisme, ayant parfaitement compris le parti qu'il pouvait en tirer. Quant à la Serbie, elle devient au XIII^e siècle le refuge de l'orthodoxie qui est paralysée à Constantinople par l'occupation latine et en Russie par les invasions mongoles. L'orthodoxie s'y construit sur une base nationale forte qui constitue une des clefs indispensables pour comprendre les Balkans d'hier comme d'aujourd'hui.

Jacques DUCONSEIL

📖 (1) Olivier Clément - « *L'essor du christianisme oriental* », Éd. Desclée de Brouwer, 2009, prix franco : 16 €.

➔ [Achat immédiat](#)



Jean de France Un prince français

Prix franco 21 € ➔ [Achat immédiat](#)

Qui c'est celui-là ?

En France les rois se sont succédés illogiquement. Ainsi Louis V n'est pas le fils de Louis IV et ce n'est pas son fils qui lui a succédé... Ce qui on l'avouera n'est pas simple pour comprendre quelque chose. D'où la question : C'est qui celui-là ?

Ivan Gobry nous conte depuis la fin de l'autre millénaire l'histoire de ces rois oubliés. Son dernier livre concerne justement ce Louis V dit le Fainéant (967 - 986/987), dernier roi issu de la dynastie des Arnulflo-Pippinides (Carolingiens). Fait comte du Gévaudan par son père le roi Lothaire (941 - 954/986) nous ne connaissons de lui que ce qu'en ont dit quelques lettrés écrivant pour justifier la prise du pouvoir par les Robertiens (Capétiens).

Donc nous n'en savons presque rien ! L'auteur rassemble tout notre savoir actuel pour nous présenter l'époque, les puissants, les enjeux et l'homme. L'époque : les rois sont soumis à la volonté du pouvoir religieux depuis l'usurpation des Arnulflo-Pippinides. Octroyer au pouvoir terrestre un sacre c'est donner au pouvoir spirituel une primauté et ainsi soumettre la politique terrestre aux vues célestes... Cette dialectique a dominé le monde chrétien et causé maintes et maintes guerres. Depuis l'entrée en puissance des Francs rhénans l'histoire de l'empire chrétien d'occident est plus tournée vers l'Europe du Nord que vers la Méditerranée. Ce basculement fait que les empereurs sont de plus en plus germaniques... de moins en moins romains.

En *Francia occidentalis* la lignée des Robertiens, en s'appuyant sur le pouvoir local des religieux, construit sa puissance de génération en génération. L'archevêque de Reims, Adalbéron, possède la moitié de la Lorraine et est en butte aux menées expansionnistes de Charles duc de Basse-Lorraine (frère de Lothaire), l'allié de l'empereur germanique Otton III. Entre la puissance d'Hugues Capet, les manœuvres de Charles de Basse-Lorraine et de l'évêque Adalbéron, le dernier Arnulflo-Pippinide, roi de vingt ans, ne fait pas le poids. En visite chez Hugues Capet il tombe de cheval et meurt. Adalbéron, en bon politique, favorisera l'élection de son allié Hugues Capet pour protéger sa Lorraine.

Louis V sera le dernier roi issu de la lignée directe de l'empereur Charlemagne. Ivan Gobry nous retrace le plus exactement possible les événements qui ont permis à notre pays de devenir indépendant de l'empire germanique. Voilà bien un excellent livre pour tous ceux qui cherchent à comprendre ce qui a fait l'histoire du royaume.

François-Marin FLEUTOT

📖 Ivan Gobry - « *Louis V (986-987), fils de Lothaire* », Éd. Pygmalion, prix franco : 22 €.

➔ [Achat immédiat](#)

Zamani

A l'initiative de la Conférence monarchiste internationale (CMI) et du Collectif pour la libération de Mohammad-Reza Ali-Zamani plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées le mardi 3 novembre devant l'ambassade d'Iran. Elles protestaient contre les condamnations à mort d'opposants au régime des mollahs, prononcées à Téhéran. Quatre jeunes monarchistes sont parmi ces condamnés à la pendaison.

Dans la courte allocution qu'il a prononcée lors de cette manifestation Bertrand Renouvin, après avoir exprimé son amitié pour le peuple iranien, a tenu à souligner que notre solidarité s'étendait à toutes les victimes de la répression. (On peut écouter le texte de son intervention sur le site <http://archivesroyalistes.org/>)

A l'heure où nous écrivons nous ignorons tout du sort des condamnés qui avaient fait appel de la sentence.

Important

A la suite d'un grave problème, dû à la carence de notre fournisseur d'accès à internet, nous avons été obligé de changer l'adresse courriel de la NAR.

Veillez noter que la seule adresse à utiliser maintenant est :

NouAcRoyal@gmail.com

Les messages adressés à toutes les autres adresses antérieures ne nous parviendront pas...

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 18 novembre** - Historien des idées, professeur de sciences politiques à l'université de Paris VIII, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, **Daniel LINDENBERG** est un familier de nos réunions. En 2002, nous avons eu avec lui une polémique amicale, suscitée par les thèses qu'il défendait dans *Le rappel à l'ordre*.

Sept ans plus tard, Daniel Lindenberg reprend, affine et étend ses analyses dans un nouveau livre qui dénonce « **Le procès des lumières** » : celui intenté en France et ailleurs par des auteurs qui cultivent la haine de la modernité et de la démocratie. Ce sera l'occasion de reprendre le

débat sur la réalité du grand retournement intellectuel que Daniel Lindenberg avait pointé dans les premières années du siècle et de préciser la nature et la gravité des menaces idéologiques qui pèsent aujourd'hui sur la France et sur l'Europe.

● **Mercredi 25 novembre** - Depuis une trentaine d'années, nous suivons avec une vive attention les recherches de **Jean-Pierre DUPUY**, menées en équipe (avec René Girard, Paul Dumouchel, André Orléan, Michel Aglietta...) au sein du Centre de Recherches sur l'Épistémologie et l'Autonomie de l'École Polytechnique puis poursuivies de livre en livre.

Pour son retour parmi nous, notre invité nous dira ce qu'il en est selon lui de « **La marque du sacré** » qui s'étend sur tous les domaines - celui des techniques, de l'économie, des sciences, de la dissuasion nucléaire. Sa réflexion, présentée comme un « *polar métaphysique* », porte sur une humanité qui marche au plus près de l'abîme dans la perspective de son autodestruction. Cette catastrophe finale est-elle possible, probable ? S'il est vrai qu'elle soit terriblement proche, sommes-nous encore capable de l'éviter ?

● **Mercredi 2 décembre** : Jeunes, intelligents, cultivés, aveuglément dévoués à leur cause : tels étaient les « Maos » de la Gauche prolétarienne. Ils rêvaient d'une révolution aussi rouge que l'Orient était rouge dans les années soixante... Comme la mode était maoïste, on désigna comme « maorrasiens » les royalistes qui venaient de faire une retentissante scission ! Le temps a passé et voici qu'il faut s'interroger sur « **L'étrange destin des maoïstes français** », du moins des maos de la GP. Leur chef, Benny Lévy, est allé étudier dans une yeshiva, un autre, Denis Jambet, s'est spécialisé dans l'étude de l'islam chiite et le plus connu, André Glucksmann, est devenu le chantre de l'occidentalisme et a rallié Nicolas Sarkozy. Journaliste au *Monde*, auteur d'un ouvrage sur ceux qu'il appelle les « *Maocidents* », **Pierre BIRNBAUM** expliquera ces itinéraires politiques et spirituels dont Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin furent témoins.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 avril 2010.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 avril). Bonne

occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour

cette année sont, d'une part, "**Néoprotectionnisme et réindustrialisation**" et, d'autre part, "**Souffrance au travail et relations dans l'entreprise**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La leçon de Kundera

Il fallait s'y attendre : l'anniversaire de la chute du Mur est vécu sous une pluie de bons sentiments. On nous fait de nouveau participer à la joie des Allemands en 1989 et célébrer le beau matin démocratique des peuples libérés.

On néglige ce qui s'est passé ensuite, au lendemain de la fête : des économies effondrées, des populations appauvries et parfois affamées qui subirent de plein fouet les traitements de choc de l'ultra-libéralisme triomphant. Les conseillers américains, arrogants et bornés, les petits crétins envoyés par la Commission européenne et les brutes du Fonds monétaire international portent la responsabilité d'immenses malheurs.

Ces stupidités meurtrières n'excusent pas nos propres faiblesses : François Mitterrand abandonna trop vite le projet de Confédération européenne et sacrifia la Yougoslavie, le ralliement des socialistes à l'ultra-libéralisme les empêcha de contrer les idéologues du marché qui s'abattaient sur l'Est européen, le patronat avait déjà fait le choix de la Chine contre la Russie (1). Les intellocrates parisiens, passés du totalitarisme aux droits de l'homme, continuèrent à rivaliser entre eux et à régler des comptes avec eux-mêmes. C'est à eux que s'adressait Milan Kundera voici quelques années mais sa dure leçon vaut pour nous-mêmes : elle souligne nos propres insuffisances passées, elle doit nous obliger à changer nos relations avec les étrangers amis de la France.

Écoutons ce que dit Irena dans *L'ignorance* (2) : « Les Français, tu sais, ils n'ont pas

besoin d'expérience. Les jugements, chez eux, précèdent l'expérience. Quand nous sommes arrivés là-bas, ils n'avaient pas besoin d'informations. Ils étaient déjà bien informés que le stalinisme est un mal et que l'émigration est une tragédie. Ils ne s'intéressaient pas à ce que nous pensions, ils s'intéressaient à nous en tant que preuves vivantes de ce qu'ils pensaient, eux. C'est pourquoi ils étaient généreux envers nous et fiers de l'être ».



C'est cruel et c'est juste. C'est ainsi que beaucoup de défenseurs patentés des droits de l'homme se sont comportés à l'égard des dissidents russes, des Tchèques et par la suite des Croates, des Bosniaques, des Kosovars... Sans bouger de Paris, ou après un bref séjour dans un palace de Zagreb ou dans le meilleur hôtel de Pristina, ils pouvaient expliquer la situation à ceux qui vivaient la guerre sur le terrain, depuis des mois ou des années.

Ce n'est pas tout. Quand le communisme s'est effondré, se souvient Irena, la compassion de ces Français a disparu et leurs sourcils se sont froncés : « Ils avaient fait vraiment beaucoup pour moi. Ils ont vu en moi la

souffrance d'une émigrée. Puis le moment est venu où je devais confirmer cette souffrance par la joie de mon retour. Et cette confirmation n'a pas eu lieu. Ils se sont sentis trompés. Et moi aussi car, entre-temps, j'avais pensé qu'ils m'aimaient non pas pour ma souffrance mais pour moi-même ».

Sous le blanc manteau des droits de l'homme, la xénophobie douce - peut-être pire que celle que nous avons dénoncée à grands cris parce qu'elle se révèle tout à coup chez ceux qui se proclamaient frères des persécutés. Imposture terrible de cette fausse fraternité, d'autant plus insupportable pour nos amis étrangers ou naturalisés que c'est le troisième mot de notre devise et qu'ils n'imaginaient pas que nous puissions lui être infidèles.

Nous n'échapperons pas au jugement de Milan Kundera en battant notre coulpe. Les militants antitotalitaires ont longuement et fructueusement confessé leurs péchés de jeunesse, abjuré marxisme, stalinisme et maoïsme avant de décevoir ou de scandaliser par leur égotisme et leurs ignorances ces « frères » de l'Est qu'ils avaient froidement utilisés. Nous devons nous méfier, ici même, chaque fois que nous engageons un combat - aujourd'hui pour les Afghans menacés dans leur vie, pour les Iraniens condamnés pour avoir manifesté leur opposition à la dictature.

Les serments ne suffisent pas. Il faut que nos faiblesses, dans l'ordre de la fraternité, soient dépassées par le projet politique d'un État capable d'agir dans la longue durée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Ces quelques lignes n'épuisent évidemment pas le sujet. Voir l'article d'Yves La Mark dans *Royaliste* n°955 et sur [mon blog la chronique 13 : François Mitterrand et l'Allemagne](#).

(2) *L'Ignorance*, roman, Gallimard, 2003. p. 157-158.